

# Enorme ! Les socio-démocrates autrichiens veulent une loi d'interdiction de l'islamisme !

écrit par Jean Schoving | 19 août 2024





## Hergovich demande une loi d'interdiction contre l'islamisme

Le chef du parti autrichien *Sozialdemokratische Partei Österreichs* (SPÖ – Parti social-démocrate d'Autriche), Sven Hergovich, a demandé vendredi une « loi d'interdiction contre l'islamisme ». Il faut de « nouvelles réponses » à de « nouvelles menaces », selon une communication lors d'une émission. Cela permettrait aussi d'augmenter la pression sur les réseaux sociaux.

« *Il ne suffit pas que ce soit seulement l'approbation du terrorisme et l'appel à s'y livrer qui soient poursuivis pénalement. Celui qui met en question la démocratie, les droits des femmes et les droits des non-croyants ou d'une croyance différente doit déjà en subir les conséquences de droit pénal* », a souligné Hergovich dans le cadre de l'émission. L'objectif serait que les autorités puissent déjà y regarder de plus près rien qu'en cas de suspicion.

Toutefois, un porte-parole déclare concrètement en réponse à une question que cela devra concerner uniquement les déclarations « qui se raccrochent à l'idéologie de l'islam politique ». À titre d'exemple sont notamment citées des

demandes de droits particuliers pour un État de Dieu. Selon le porte-parole, des opinions de cette nature ne relèvent pas du droit pénal actuellement et ouvrent une brèche à la radicalisation.

### **Poursuivre prématurément toute menace**

*« La loi d'interdiction vise à poursuivre prématurément et avec la sévérité voulue toute menace nationale-socialiste. Justement dans des domaines également où il serait difficile aux autorités d'agir de manière décidée »*, a précisé Hergovich. La menace émanant du terrorisme islamiste rendrait nécessaires là également des mesures. Par l'intermédiaire d'une telle interdiction, les compétences de la police seraient sensiblement élargies, est-il dit.

**La demande de Hergovich est une réaction à l'attaque terroriste planifiée contre un concert de Taylor Swift à Vienne.** Mercredi, la police a arrêté un individu de 19 ans de Ternitz (District de Neunkirchen) qui voulait, selon l'enquête, tuer une grande foule de gens à l'aide d'une charge explosive et d'armes. L'avertissement décisif a sans doute été communiqué depuis l'étranger par deux services de renseignement militaires alliés.

*« Nous avons besoin pour cette raison d'une loi d'interdiction qui entre en vigueur dès que les jeunes gens se radicalisent eux-mêmes sur Internet »*, estimait le président du parti et il demande *« une interdiction résolue de la propagande islamiste et de sa propagation. »* **L'objectif serait un « effet dissuasif » par un cadre pénal de plusieurs années d'emprisonnement, a jugé le parti autrichien.** Cela aurait fait ses preuves dans le cas de délits nazis dans le passé.

### **Peines plus sévères en cas d'emblèmes**

**Ces nouvelles réglementations juridiques permettraient également d'accentuer la pression sur les réseaux sociaux et**

**les plates-formes**, « de supprimer enfin et d'interdire ces contenus avec la résolution nécessaire », a dit le politicien du parti SPÖ. **Il exige de plus un renforcement de la loi en matière d'emblèmes et d'insignes, afin que par exemple les symboles de l'ÉI ne donnent pas seulement lieu à des peines pécuniaires, mais puissent également faire l'objet de poursuites pénales comme dans le cas de dévotions nazies.**

L'experte en droit pénal, Ingeborg Zerbes, ne comprend pas cette demande. Le registre d'infractions pénales en cas de préparation d'actes de violence est suffisamment étendu, a estimé Zerbes dans « ZIB2 » au sujet de la proposition. « *Je ne vois absolument aucune raison de créer d'autres infractions pénales* », selon l'experte.

**La demande de Hergovich n'est pas tout à fait inédite.** Dès le mois de mai, le parti SPÖ du Burgenland voulait une loi d'interdiction en cas de revendications d'un califat. « Celui qui revendique un califat, revendique une dictature islamiste et fachiste », déclarait à l'époque le Président du SPÖ Burgenland, Roland Fürst, et en attendait lui aussi un effet dissuasif, y compris pour éviter des sociétés parallèles.

**Le parti FPÖ veut la déchéance de nationalité**

**Une étape bien plus large a été franchie par le parti FPÖ, qui demandait en 2021 au Conseil National une « loi d'interdiction de l'islam politique ».** En foi de quoi, « tout agissement en faveur de l'islam politique ou de ses objectifs » devait être interdit. De plus, les mosquées et organisations de l'islam politique étaient à dissoudre et leur patrimoine à réquisitionner. Les Autrichiens qui font partie d'organisations de l'islam politique ou qui les soutiennent « doivent être déchus de leur nationalité ».

**Traduction de Jean Schoving pour Résistance républicaine**

<https://noe.orf.at/stories/3268561/>